



OUTILS, ENSEIGNEMENTS ET PRATIQUES DE LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

En pratique

LE PROGRAMME DE TRANSITION DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE PROMeut LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS DE LA PERSONNE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Messages clés

Une société civile forte est essentielle pour les pays en transition vers la démocratie. La République tchèque s'appuie sur sa propre expérience dans ce domaine pour soutenir les militants des droits de la personne, les journalistes indépendants et les prisonniers politiques dans d'autres pays. Elle a appris qu'il est plus efficace d'associer ce soutien local à une action internationale.

Mots-clés

[Société civile](#) | [Crises, fragilité et aide humanitaire](#)

Partenaire clé

[Tchéquie](#)

Défi

Les droits de la personne sont menacés alors que de plus en plus de pays s'orientent vers l'autoritarisme. La société civile est essentielle au renforcement de la démocratie, mais il est complexe d'aider les militants locaux des droits de la personne, les journalistes indépendants et les prisonniers politiques. La République tchèque tire parti de sa propre expérience du totalitarisme et de la transition vers la démocratie pour aider d'autres pays confrontés aux mêmes défis.

Approche

La République tchèque a créé [le Programme de Promotion de la Transition](#) en 2005 pour soutenir six thématiques :

- la société civile, dont les défenseurs des droits de la personne
- la promotion de la liberté d'expression et la liberté de l'information, dont celle des médias
- la participation à la vie politique et publique à la fois totale et égalitaire

- le renforcement des institutions dans le domaine de l'état de droit
- l'égalité et la non-discrimination
- le respect des droits de la personne dans les domaines de l'emploi et de l'environnement.

Le programme se concentre sur 11 pays : l'Arménie, le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, Cuba, la Géorgie, le Kosovo, la Moldova, le Myanmar, la Serbie, l'Ukraine et le Viet Nam. Son budget annuel était d'environ 4 millions EUR en 2022.

Les organisations de la société civile (OSC) tchèques ont entretenu des relations avec des initiatives locales dans ces pays, ce qui a permis à la République tchèque de combiner le soutien aux militants des droits de la personne sur le terrain avec une action internationale.

Résultats

- **Le soutien aux militants des droits de la personne a permis de sensibiliser l'opinion publique dans des contextes politiquement contraignants.** Ainsi, à Cuba, les OSC tchèques ont aidé les militants à approfondir leurs compétences en matière de méthodes de récit historique et plus de 200 témoignages ont été publiés. Au Myanmar, elles ont soutenu la formation des juristes et parlementaires régionaux progressistes. En Géorgie, elles ont utilisé des films documentaires pour former des centaines de jeunes issus des minorités nationales aux droits de la personne et les aider à comprendre les médias.
- **Au niveau international, la République tchèque a mis à profit sa connaissance directe des violations des droits de la personne pour accompagner les prisonniers politiques.** Des OSC tchèques et des groupes ukrainiens locaux ont coopéré pour divulguer le nom de militants et journalistes emprisonnés dans les territoires occupés. Ces noms ont été rendus publics par le biais de déclarations de l'UE et par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. La publicité internationale fait pression sur la Russie pour qu'elle les libère. La République tchèque a également fourni des visas d'urgence ou des titres de séjour de longue durée à des personnes en difficulté.

Enseignements tirés

- **L'établissement de relations à long terme entre les OSC tchèques et les initiatives locales permet à la République tchèque d'accéder à des informations de première main sur les violations des droits de la personne et de prendre des mesures dans les forums internationaux.** La combinaison des actions locales et internationales est rendue possible par le fait que deux unités clés travaillent en étroite collaboration au sein du département des droits de la personne et de la politique de transition du ministère des Affaires Étrangères (MAE). L'une met en œuvre le programme au niveau local, tandis que l'autre gère les questions relatives aux droits de la personne au niveau international.
- **L'engagement des OSC en tant que partenaires, plutôt qu'en tant qu'exécutants, accroît l'impact du MAE.** Certaines OSC tchèques se portent garantes du programme de visas du gouvernement tchèque intitulé "Société civile", qui aide les défenseurs des droits de la personne et les journalistes indépendants. D'autres fournissent au MAE des informations sur les droits de la personne dans les pays non démocratiques.
- **L'adaptation des programmes aux besoins et aux contextes des OSC est essentielle.** Répondre aux demandes de ses partenaires est la pierre angulaire de l'approche tchèque. À cette

fin, elle soutient différents types d'activités de la société civile, en termes de taille et de type, tant dans les villes que dans les provinces éloignées.

- **Toutefois, il est encore possible de mieux intégrer le Programme de Promotion de la Transition dans la coopération au développement.** Bien que la République tchèque considère les droits de la personne comme une priorité transversale pour l'ensemble de la coopération au développement, le programme de transition est un programme autonome géré en dehors du département de la Coopération au Développement et de l'Assistance Humanitaire. Alors que le programme a 11 pays prioritaires, la coopération au développement en a 6, et ils n'ont que 3 pays en commun (Bosnie-Herzégovine, Moldova et Géorgie). Même si le programme de transition opère dans des environnements difficiles où le dialogue avec les gouvernements n'est pas toujours possible, la coopération au développement pourrait bénéficier de l'expertise du programme de transition.

Informations supplémentaires

MAE (2015), Human Rights and Transition Promotion Policy, www.mzv.cz/jnp/en/foreign_relations/human_rights/index.html (anglais uniquement).

Ressources de l'OCDE

OECD (2023), *Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement : République tchèque 2023*, (à venir).

OECD (2023), *Funding Civil Society in Partner Countries: Toolkit for Implementing the DAC Recommendation on Enabling Civil Society in Development Co-operation and Humanitarian Assistance*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9ea40a9c-en> (anglais uniquement).

Pour en savoir plus sur la coopération au développement mise en œuvre par la République tchèque, voir :

OECD (2023), "Czech Republic", *Development Co-operation Profiles*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/4e4c3092-en> (anglais uniquement).

D'autres exemples *En pratique* concernant la République tchèque sont disponibles ici : <https://www.oecd.org/development-cooperation-learning?tag-key+partner=czechrepublic#search>

Dernière mise à jour : 23-10-2023